

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
29 avril 2015
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 29 avril 2015, adressée à la Présidente
du Conseil de sécurité par le Secrétaire général**

Comme suite à la résolution 1031 (1995) du Conseil de sécurité, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le quarante-septième rapport sur l'application de l'Accord de paix relatif à la Bosnie-Herzégovine, couvrant la période allant du 21 octobre 2014 au 21 avril 2015, que m'a transmis le Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir le porter à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) **BAN** Ki-moon



Annexe

Lettre datée du 23 avril 2015, adressée au Secrétaire général par le Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine

Comme suite à la résolution 1031 (1995) du Conseil de sécurité, par laquelle le Conseil a prié le Secrétaire général de lui soumettre les rapports établis par le Haut-Représentant, conformément à l'annexe 10 de l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine et aux conclusions de la Conférence de Londres des 8 et 9 décembre 1995 sur la mise en œuvre de la paix, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le quarante-septième rapport du Haut-Représentant chargé d'assurer le suivi de l'application de l'Accord de paix relatif à la Bosnie-Herzégovine. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir le faire distribuer aux membres du Conseil de sécurité pour qu'ils l'examinent.

Ce rapport, qui porte sur la période du 21 octobre 2014 au 21 avril 2015, est le treizième que je sou mets au Secrétaire général depuis que j'ai pris mes fonctions de Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine le 26 mars 2009.

Je me ferai un plaisir de répondre à toute demande d'information qui ne se trouverait pas dans le rapport et à toute question sur son contenu qui pourrait être formulée par vous-même ou un membre du Conseil.

(Signé) Valentin **Inzko**

Quarante-septième rapport du Haut-Représentant chargé d'assurer le suivi de l'application de l'Accord de paix relatif à la Bosnie-Herzégovine

Résumé

Le présent rapport couvre la période allant du 21 octobre 2014 au 21 avril 2015. La période à l'examen a été dominée par trois faits marquants sur le plan politique : le processus de formation des gouvernements à l'issue des élections générales d'octobre 2014, l'action menée pour lancer le processus d'intégration de la Bosnie-Herzégovine à l'Union européenne et la poursuite d'agissements et de déclarations qui remettent en question les principes fondamentaux de l'Accord de paix de Dayton.

Les résultats officiels des élections concernant l'État de Bosnie-Herzégovine, les 2 entités (Fédération et Republika Srpska) et les 10 cantons de la Fédération ont été proclamés le 10 novembre. Le 18 décembre, l'Assemblée nationale de la Republika Srpska a désigné un gouvernement, qui est entré en fonctions le 27 décembre, devenant ainsi le premier organe exécutif constitué comme suite aux élections d'octobre. Un différend prolongé quant à la répartition des postes politiques entre les partis de la Fédération qui avaient signé un accord de coalition en novembre a retardé la formation définitive du Conseil des ministres de l'État et celle du Gouvernement de la Fédération, qui n'ont pas eu lieu avant le 31 mars. Au moment de la rédaction du présent rapport, 7 des 10 assemblées cantonales de la Fédération étaient dotées d'un gouvernement élu. Avec la mise en place du Conseil des ministres et du Gouvernement de la Fédération, l'intention déclarée de leurs premiers ministres respectifs d'entreprendre des réformes sérieuses et de favoriser en priorité l'investissement et la croissance économique m'apparaît comme une évolution encourageante.

L'initiative lancée le 5 novembre à Berlin par les Ministères allemand et britannique des affaires étrangères, qui est désormais une initiative de l'Union européenne, revêt une importance certaine dans la mesure où elle offre à la Bosnie-Herzégovine une occasion réelle de progresser dans son intégration à l'Union. Après que l'engagement écrit de la présidence en faveur du processus d'intégration à l'Union européenne a été signé par 14 dirigeants politiques, puis adopté par l'Assemblée parlementaire le 23 février, le Conseil de l'Union européenne a adopté, le 21 avril, une décision portant conclusion de l'Accord de stabilisation et d'association de l'Union européenne avec la Bosnie-Herzégovine, instrument qui devrait entrer en vigueur le 1^{er} juin. Les nouvelles avancées obtenues grâce à la mise en œuvre de réformes permettent à présent aux dirigeants et aux institutions du pays de tirer pleinement parti de cet important pas en avant pour la Bosnie-Herzégovine.

En ce qui concerne l'exigence qui m'est faite de veiller à la bonne application des dispositions concernant les aspects civils de l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine, je suis particulièrement préoccupé par un certain nombre d'évolutions intervenues au cours de la période considérée. Ainsi, les membres du Parti social démocrate indépendant de la Republika Srpska et de sa partenaire, l'Alliance populaire démocratique, ont pris l'habitude de quitter la Chambre des représentants de la Bosnie-Herzégovine en cours de séance, et brièvement boycotté

la Chambre des peuples, qui n'a de ce fait pu se réunir pendant une courte période en mars. Par ailleurs, le 17 avril, l'Assemblée nationale de la Republika Srpska a adopté une déclaration niant l'autorité des décisions de la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine, établie à l'annexe 4 de l'Accord de Dayton, ce qui constitue également une remise en cause de l'état de droit. En outre, la période à l'examen a été marquée par divers appels lancés par des responsables de la Republika Srpska pour que leur entité fasse sécession avec la Bosnie-Herzégovine.

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés, je saisis l'occasion que m'offre le présent rapport pour affirmer une fois encore sans la moindre ambiguïté que les entités, aux termes de l'Accord de Dayton, n'ont aucun droit de se séparer de la Bosnie-Herzégovine, et que la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays sont garanties par cet accord, la Constitution de la Bosnie-Herzégovine et le droit international.

Comme indiqué dans les rapports antérieurs, la Bosnie-Herzégovine connaît une situation qui va s'aggravant depuis 2006, et ses citoyens attendent et méritent mieux de leurs nouveaux dirigeants élus que de nouvelles pertes de temps. J'appuie donc vigoureusement l'initiative de l'Union européenne et les acteurs nationaux qui lui donnent suite, de même que tous les efforts qui seront entrepris pour obtenir les résultats concrets qui s'imposent afin que la Bosnie-Herzégovine puisse prétendre au statut de pays candidat à l'adhésion. Il est capital que les gouvernements qui seront formés à tous les niveaux aient soin de marquer une rupture décisive avec le passé en adoptant une nouvelle manière de faire de la politique, qui fasse primer les intérêts des citoyens et du pays dans son ensemble.

Étant donné la complexité de la situation qui continue de prévaloir dans le pays, la présence de la Force de maintien de la paix de l'Union européenne (EUFOR), dotée d'un mandat exécutif, conserve une importance cruciale, dans la mesure où elle permet à mon bureau et à d'autres acteurs de la communauté internationale d'exécuter les mandats qui sont les leurs et de rassurer les citoyens de tous les groupes ethniques à travers tout le pays quant à la sûreté et à la sécurité du climat dans lequel ils évoluent.

I. Introduction

1. Le présent rapport est le treizième que j'adresse au Secrétaire général depuis mon accession au poste de haut-représentant chargé d'assurer le suivi de l'application de l'Accord de paix relatif à la Bosnie-Herzégovine. On y trouvera exposés les progrès accomplis au regard des objectifs énoncés dans mes précédents rapports, les faits nouveaux survenus et les déclarations pertinentes faites durant la période considérée, ainsi que mon évaluation des mesures prises dans les principaux domaines relevant de mon mandat. C'est sur ces domaines que j'ai axé mon action, conformément à ma responsabilité première de faire appliquer les dispositions à caractère civil de l'Accord-cadre général pour la paix, tout en favorisant de nouvelles avancées par rapport aux cinq objectifs et aux deux conditions fixés pour la fermeture de mon bureau et en m'employant à préserver les acquis des mesures engagées précédemment aux fins d'appliquer l'Accord.

2. Je continue de consacrer toute mon énergie à l'exécution de mon mandat, tel qu'il est défini à l'annexe 10 de l'Accord et dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Mon bureau soutient sans réserve les efforts déployés par l'Union européenne et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pour aider la Bosnie-Herzégovine à progresser sur la voie de l'intégration à ces organisations.

II. Évolution de la situation politique

A. Situation politique générale

3. La période à l'examen a été marquée par des efforts destinés à former des gouvernements après les élections générales d'octobre 2014 et par une initiative de l'Union européenne visant à entamer le processus d'intégration de la Bosnie-Herzégovine à l'Union. Des déclarations et des agissements continuent malheureusement de remettre en cause les fondements de l'Accord-cadre général pour la paix. Cela demeure une source d'inquiétude, compte tenu en particulier du besoin pressant pour le pays de commencer à se tourner vers l'avenir et de saisir la nouvelle chance qui lui est donnée par l'Union européenne. À présent que les gouvernements et les législatures sont formés au niveau de l'État, la classe politique fait face à un choix radical : s'unir et opérer les changements que les citoyens veulent et qui sont nécessaires en vue d'adhérer à l'Union européenne et à l'OTAN, ou se nuire mutuellement en créant des crises artificielles de manière à détourner l'attention des citoyens des vrais problèmes.

4. Après la proclamation des résultats officiels des élections le 10 novembre, l'attention s'est rapidement reportée sur la formation des instances dirigeantes de l'État, des entités et des cantons. Le 27 décembre, le Gouvernement de la Republika Srpska a été le premier à être investi.

5. En dépit d'accords de coalition signés à l'échelle de la Fédération et de l'État, des différends relatifs à la répartition des postes ministériels ont retardé la constitution des gouvernements de l'État et de la Fédération jusqu'au 31 mars. En fin de compte, les partis composant la coalition au pouvoir au niveau de la Fédération – le Parti d'action démocratique (SDA), l'Union démocratique croate (HDZ) de Bosnie-Herzégovine et le Front démocratique – ont également rejoint la

coalition au pouvoir au niveau de l'État. En revanche, la coalition au pouvoir en Republika Srpska, dominée par le Parti social démocrate indépendant (SNSD), a été mise en échec au niveau de l'État par les partis d'opposition de l'Alliance pour le changement – Parti démocratique serbe, Parti du progrès démocratique (PDP) et Mouvement démocratique populaire. C'est la première fois depuis 2006 que le SNSD n'est pas représenté parmi les autorités de l'État.

6. La formation des gouvernements prend également du temps dans nombre de cantons de la Fédération, au point que le canton d'Herzégovine-Neretva, le canton de Bosnie centrale et le canton 10 doivent encore élire leurs gouvernements respectifs en raison de l'existence de litiges concernant la répartition des postes ministériels.

7. L'établissement des instances dirigeantes après les élections générales a confirmé la nécessité d'améliorer certains aspects de la procédure électorale, y compris la loi électorale de Bosnie-Herzégovine et les dispositions applicables de la Constitution. Parmi les problèmes concrets à régler, il convient notamment de se pencher sur le découpage des circonscriptions et l'attribution des mandats, les dysfonctionnements au sein des comités des bureaux de vote et la réglementation du financement des campagnes. Les modifications envisageables pour contrôler la mise en œuvre des résultats des élections comprennent la création d'un mécanisme permettant de s'assurer que tous les membres sont élus à la Chambre des peuples de la Fédération et l'élaboration d'une législation régissant la question des postes incompatibles de telle manière que les gouvernements intérimaires puissent continuer de s'acquitter des tâches qui leur incombent jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par un nouveau gouvernement.

8. J'ai le regret de devoir signaler que les fondements de l'Accord-cadre général pour la paix ont encore été remis en cause durant la période considérée. Outre des déclarations contestant la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays, les deux chambres de l'Assemblée parlementaire de Bosnie-Herzégovine ont de nouveau connu des sorties en cours de séance et des boycottages. Le boycottage de la Chambre des peuples le 17 mars 2015 est particulièrement préoccupant, dans la mesure où ses organisateurs savaient pertinemment qu'il empêcherait d'atteindre le quorum requis pour tenir une séance. Il faut en finir avec les obstructions de ce genre.

9. Une déclaration adoptée le 17 avril par l'Assemblée nationale de la Republika Srpska au sujet de la loi de l'entité sur les jours fériés a également soulevé de graves interrogations quant à la volonté des autorités de la Republika Srpska de respecter l'Accord-cadre lorsqu'elles décident que cela ne sert pas leurs intérêts. Elle a suscité de sérieuses inquiétudes à divers égards, notamment en raison de son rejet explicite de l'autorité sans équivoque de la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine, dont les décisions sont définitives et obligatoires en vertu de l'article VI.4 de la Constitution de la Bosnie-Herzégovine (annexe 4 de l'Accord de Dayton).

10. L'Assemblée nationale croate – rassemblement de responsables élus et nommés et de dirigeants de tous les partis croates – s'est réunie le 28 février à Mostar pour adopter une déclaration appelant soit à modifier la Constitution en profondeur et à repenser l'organisation territoriale du pays, soit à convoquer une conférence internationale afin d'élaborer une nouvelle constitution qui créerait un État fédéral où les trois peuples constitutifs (Serbes, Croates et Bosniaques) seraient représentés à parts égales.

B. Décisions prises par le Haut-Représentant pendant la période considérée

11. Pendant la période considérée, je me suis abstenu de faire usage de mon pouvoir exécutif, dans le respect de la politique du Comité directeur du Conseil de mise en œuvre de la paix, qui consiste à favoriser l'appropriation des décisions par les intéressés.

C. Les cinq objectifs et deux conditions préalables pour la fermeture du Bureau du Haut-Représentant

Progrès accomplis par rapport aux objectifs fixés

12. Pendant la période considérée, les autorités de Bosnie-Herzégovine ont enregistré des progrès limités dans la réalisation des objectifs qu'il leur faut encore atteindre parmi ceux qui ont été fixés par le Comité directeur du Conseil de mise en œuvre de la paix pour procéder à la fermeture du Bureau du Haut-Représentant.

Biens de l'État et des autorités militaires

13. Pendant la période considérée, mon bureau a continué d'œuvrer en faveur d'un règlement acceptable et durable de la question des biens de l'État et des autorités militaires, essentiellement au moyen d'échanges directs avec les acteurs nationaux et internationaux concernés. Le manque de volonté politique pour parvenir à un compromis sur la base des principes clairs que la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine a énoncés dans sa décision rendue en juillet 2012 reste le principal obstacle au progrès.

14. Ces derniers mois ont vu quelques avancées quant à l'enregistrement au nom de l'État des « futurs biens militaires », autrement dit les biens devant être utilisés par le Ministère de la défense de Bosnie-Herzégovine et les forces armées de Bosnie-Herzégovine. Dès décembre, le Ministère de la défense de Bosnie-Herzégovine a transmis des requêtes demandant le lancement du processus au Bureau du Procureur général, qui devrait maintenant les présenter aux autorités compétentes dans les meilleurs délais afin d'achever l'enregistrement de ces biens.

15. Entre-temps, les services chargés du cadastre en Republika Srpska ont décidé de suspendre l'inspection publique des registres et données se rapportant aux futurs biens militaires. Aucun autre réenregistrement de ces biens n'est donc attendu de la part des autorités de la Republika Srpska. Dans mon dernier rapport en date, je m'inquiétais que la démarche puisse aboutir à ce que des biens qui devraient appartenir à l'État en vertu de la loi de la Bosnie-Herzégovine sur les questions de défense soient en fait enregistrés au nom de l'entité ou de ses municipalités. L'un des cas que j'avais mentionnés à cet égard concerne le secteur de Veliki Žep, dans la municipalité de Han Pijesak en Republika Srpska. La Cour de Bosnie-Herzégovine en est maintenant saisie et le verdict pourrait créer un précédent pour tout litige au sujet des futurs sites militaires en Republika Srpska.

16. Dans mon précédent rapport, je faisais également état de préoccupations concernant la loi relative à l'interdiction temporaire de la cession des biens de l'État de Bosnie-Herzégovine. Celle-ci a été promulguée par le Haut-Représentant en mars 2005 et adoptée ensuite par l'Assemblée parlementaire du pays. Elle a pour but d'empêcher que les autorités ne vendent ou cèdent de toute autre manière des biens

publics tant qu'une réglementation appropriée n'a pas été mise en place. Il apparaît que le Gouvernement de la Republika Srpska a adopté ces dernières années plusieurs décisions portant transfert du droit de propriété exercé sur des sites utilisés par les forces armées de l'ex-Yougoslavie à des municipalités ou à d'autres tiers, en contravention directe avec l'interdiction. Cette pratique crée diverses complications juridiques et pratiques, avant tout pour les parties qui croient à tort qu'elles ont dûment acquis des droits de propriété alors que la transaction s'est faite en violation de l'interdiction. Elle porte également atteinte aux droits de propriété établis de l'État de Bosnie-Herzégovine.

Viabilité budgétaire

17. Le Bureau du Haut-Représentant a continué de suivre et d'analyser l'évolution de la situation concernant la viabilité budgétaire, y compris les faits nouveaux intervenus au sein du Conseil d'administration de l'Autorité chargée de la fiscalité indirecte et du Conseil des finances publiques de Bosnie-Herzégovine, et d'en informer ses partenaires internationaux. Le Conseil des finances publiques ne s'est pas réuni une seule fois au cours de la période considérée. En revanche, le Conseil d'administration de l'Autorité a tenu six réunions sous la présidence du Ministre des finances et du Trésor de Bosnie-Herzégovine. Bien que son efficacité ne se démente pas, les membres de la Republika Srpska ont maintenu leur opposition à des ajustements périodiques des coefficients de répartition des recettes fiscales indirectes, ainsi qu'au règlement de ces recettes pour le deuxième semestre de 2012 et le premier semestre de 2014, au titre desquels la Republika Srpska doit à la Fédération environ 21 millions d'euros. Le respect des règles qu'il a édictées s'en trouve remis en question. Les autorités de Bosnie-Herzégovine se sont engagées auprès du Fonds monétaire international à régler ces problèmes qui pèsent aussi sur les relations entre les entités et sur le fonctionnement du système de fiscalité indirecte, lequel fournit plus de 80 % des recettes budgétaires à tous les niveaux du Gouvernement de la Bosnie-Herzégovine. Ils devront être traités par le Conseil d'administration de l'Autorité chargée de la fiscalité indirecte dans sa nouvelle composition.

District de Brcko

18. Les autorités du district de Brcko ont continué de se réunir régulièrement au cours de la période considérée. Toutefois, les progrès ont été lents du fait que le Gouvernement a connu de graves perturbations d'octobre à décembre après qu'un parti s'est retiré de la coalition au pouvoir. La crise a pris fin lorsqu'un parti d'opposition (le Parti pour un avenir meilleur) a rejoint la majorité parlementaire, déclenchant un remaniement du Gouvernement.

19. En partie en raison de la crise de la coalition, l'Assemblée du district de Brcko n'a pas adopté de budget pour 2015 avant le 30 mars, de telle sorte que le premier trimestre a été couvert par des arrangements financiers temporaires. Le budget adopté prévoit des dépenses irréalistes alors que le déficit s'élève encore à 7,1 millions d'euros. L'incertitude financière s'est trouvée aggravée par la faillite d'une grande banque de la Republika Srpska où les institutions du district de Brcko avaient près de 10,7 millions d'euros en dépôt.

20. Pendant la période considérée, mon bureau a collaboré avec les institutions du district de Brcko à l'élaboration de lois relatives aux questions financières et applicables à la mise en œuvre du mémorandum sur la coopération institutionnelle et l'échange de données entre les quatre administrations fiscales de

Bosnie-Herzégovine. Ces lois ont également pour objet d'aider les autorités compétentes à améliorer la transparence dans le milieu des affaires, à lutter contre l'économie souterraine et à harmoniser le système juridique du district avec ceux du reste du pays.

21. Mon bureau a également prêté son concours aux institutions du district afin de modifier la décision prise en 2012 par l'Assemblée du district de Brcko sur la protection des victimes civiles de guerre, aux termes de laquelle les victimes civiles de violences sexuelles sont tenues de produire des preuves à l'appui de la condamnation judiciaire des auteurs pour obtenir le statut de victime civile et recevoir des réparations et d'autres indemnités. Cette décision pousse de nombreuses victimes civiles qui habitent le district de Brcko à déménager vers la Fédération ou à y déclarer leur lieu de résidence en vue d'être reconnues comme des victimes de guerre et d'avoir ainsi droit à des indemnités.

D. Difficultés rencontrées dans l'application de l'Accord-cadre général pour la paix

Remise en cause de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine

22. Durant la période à l'examen, les responsables du SNSD, le parti au pouvoir en Republika Srpska, ont continué comme ils le font depuis longtemps à remettre directement en question et en cause la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine¹. Même si le Président de la Republika Srpska reste le défenseur le plus fréquent et le plus fervent du projet de dissolution de l'État, d'autres responsables de son parti se sont ralliés à lui. Nebojsa Radmanovic, membre de la Chambre des peuples de la Bosnie-Herzégovine et cadre au SNSD, a été la cible de nombreuses critiques lorsqu'il a annoncé aux médias, le 9 avril, que sa formation politique entendait adopter une résolution sur une Republika Srpska « libre et indépendante »².

¹ Déclarations du Président de la Republika Srpska, Milorad Dodik : « Je ne vois pas la Bosnie-Herzégovine comme un pays où la Republika Srpska restera de manière permanente et, que cela plaise ou non, tel est fondamentalement le sentiment des citoyens de l'entité » – *Oslobodjenje*, 22 mars 2015; en réponse à la question d'un journaliste qui souhaitait savoir si la Bosnie-Herzégovine rejoindrait l'Union européenne sous sa forme actuelle ou si la Republika Srpska se serait séparée du pays avant : « la Republika Srpska aura fait sécession avant » – *NI TV*, 15 mars 2015; « La Bosnie-Herzégovine est un échec total en tant que pays et la Republika Srpska est fondée à faire valoir son droit à l'autodétermination, qu'il est nécessaire de renforcer encore » – *Vijesti.ba/FENA*, 3 mars 2015; « Nous ne cessons de dire que notre objectif est l'indépendance et que nous voulons gérer seuls nos ressources et notre destinée. Bien sûr, nous sommes conscients qu'il nous faut mener nos vies en lien avec les autres, mais nous voulons être nos propres maîtres sur notre propre territoire et ainsi participer aux efforts de paix [...] La Republika Srpska doit se protéger et adoptera toutes les réglementations nécessaires pour accroître son autonomie sur la voie qui doit la mener à l'indépendance. » – agence Beta, 9 janvier 2015; « S'agissant de la Bosnie-Herzégovine, je tiens à dire clairement ici, aujourd'hui, qu'elle est une union d'États à laquelle la Republika Srpska a apporté sa souveraineté. » – *Nezavisne Novine*, 24 novembre 2014.

² Informations parues dans le quotidien *Glas Srpske* daté du 9 avril 2015. « Une fois la résolution prête, les réactions des différents porte-parole qui nous font la leçon au sujet de la souveraineté auront l'air ridicule, puisque tout le monde sait pertinemment que la Bosnie-Herzégovine n'est pas souveraine » – déclaration de Nebojsa Radmanovic, *Nezavisne Novine*, 11 avril 2015.

Remise en cause des compétences des institutions de l'État de Bosnie-Herzégovine, en particulier la Cour constitutionnelle

Déclaration de l'Assemblée nationale de la Republika Srpska sur une affaire portée devant la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine

23. Le 17 avril, l'Assemblée nationale de la Republika Srpska a adopté une déclaration concernant la demande que Bakir Izetbegovic, membre de la présidence de Bosnie-Herzégovine, avait adressée en 2013 à la Cour constitutionnelle pour qu'elle évalue la constitutionnalité de la loi de la Republika Srpska sur les jours fériés. Dans cette déclaration, le Parlement a fait part de son intention de ne pas appliquer la décision en instance de la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine dans cette affaire si elle n'était pas conforme aux vues de la Republika Srpska, et de revoir les décisions antérieures de la Cour.

24. Cette déclaration constitue non seulement une remise en cause directe de l'indépendance de la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine, étant donné qu'elle représente une tentative inacceptable d'exercer des pressions politiques sur les délibérations d'une juridiction dans une affaire, mais aussi une violation flagrante des articles III.3 b) et VI.5 de la Constitution de Bosnie-Herzégovine, où il est stipulé que « [l]es décisions de la Cour constitutionnelle sont définitives et obligatoires » et que « [l]es entités de même que toutes leurs subdivisions se conforment intégralement à la [...] Constitution [ainsi qu'aux] décisions des institutions de Bosnie-Herzégovine ». De plus, elle ne tient aucun compte de l'article VI de cette même constitution dans la mesure où elle remet en question la présence de juges internationaux au sein de la Cour et la légitimité des décisions rendues avec leur participation, et annonce que l'Assemblée nationale de la Republika Srpska envisage d'évaluer la légitimité, la légalité et la validité des décisions de la Cour depuis 2001.

25. La demande qui est faite à l'Assemblée parlementaire de Bosnie-Herzégovine, dans la déclaration, d'adopter une loi sur la Cour constitutionnelle afin d'en régir la composition, l'élection, l'organisation, la compétence et la procédure, ainsi que d'autres aspects relatifs à son fonctionnement, pose également problème. À moins d'un amendement à la Constitution, l'Assemblée parlementaire de Bosnie-Herzégovine est liée par les dispositions de cet instrument concernant la composition, l'organisation et les compétences de la Cour et ne peut aller à l'encontre du Statut de la Cour tel qu'il est énoncé à l'article VI de la Constitution du pays.

26. Surtout, la déclaration est préoccupante en ce que les arguments qui y sont avancés reposent sur l'idée inexacte que la Bosnie-Herzégovine, sa « souveraineté internationale » et son « identité nationale » ont été établies par la seule volonté des deux entités à la faveur de l'Accord de Dayton et n'existaient pas avant. Cela s'inscrit en contradiction directe avec l'article I de la Constitution de Bosnie-Herzégovine et revient à ignorer le fait que la Bosnie-Herzégovine était déjà reconnue à l'échelle internationale avant Dayton.

Loi de la Republika Srpska sur les juridictions

27. La loi de la Republika Srpska sur les juridictions reste incompatible à la fois avec la loi nationale sur le Haut Conseil de la magistrature et avec la Constitution de Bosnie-Herzégovine. Les amendements à la loi qui ont été adoptés par l'Assemblée nationale de Republika Srpska en première lecture le 17 avril ne

corrigent pas ces anomalies. Cette question est abordée plus en détail ci-après dans la section intitulée « Consolidation de l'état de droit ».

Boycottages et abandons de séance dans les deux chambres de l'Assemblée parlementaire de Bosnie-Herzégovine

28. Depuis le 15 janvier, les représentants du SNSD à la Chambre des représentants ont quitté la salle au cours de chaque session pour protester contre le rejet de leur proposition tendant à envisager la destitution du Président de la Chambre. Leur motion s'appuie sur des documents et des allégations rendus publics par l'ancien Vice-Président de la Fédération qui font état de crimes de guerre présumés de la part du Président. Le Bureau du Procureur a annoncé qu'il n'ouvrirait pas d'enquête pénale contre le Président, faute de preuves. Pourtant, ces représentants continuent de quitter la salle en pleine séance.

29. Le 17 mars, un boycottage de la Chambre des peuples de la Bosnie-Herzégovine a empêché la tenue d'une séance, le quorum requis n'ayant pu être réuni en raison de l'absence de trois représentants serbes. Le SNSD avait annoncé la manœuvre la veille, prétendant que des règles avaient été enfreintes lors de l'élection de membres de la Commission mixte de contrôle des services de renseignement et de sécurité par la Chambre des représentants. Les représentants du SNSD ont accepté de revenir à la Chambre le 30 mars. Sans préjuger de la validité des plaintes du SNSD et de l'Alliance populaire démocratique au sujet de la composition du Comité mixte, cela ne saurait justifier de boycotter l'Assemblée parlementaire nationale et d'empêcher la Chambre des peuples de la Bosnie-Herzégovine de se réunir.

III. Institutions de l'État de Bosnie-Herzégovine

Présidence de la Bosnie-Herzégovine

30. La présidence nouvellement élue, qui comprend un membre serbe, Mladen Ivanic, un membre croate, Dragan Covic, et un membre bosniaque, Bakir Izetbegovic, est officiellement entrée en fonctions le 17 novembre et s'est réunie dans un esprit constructif. Mladen Ivanic occupe les fonctions de Président de la présidence collégiale pendant les huit premiers mois de son mandat. Durant la période considérée, la nouvelle présidence a tenu cinq séances ordinaires, contre une pour la présidence sortante.

31. Outre la nomination du nouveau Président du Conseil des ministres le 9 février, la présidence a eu pour priorité de surveiller l'établissement et l'adoption de l'engagement écrit d'entreprendre des réformes dans le cadre du processus d'adhésion à l'Union européenne. À l'issue de longues négociations avec 14 chefs de parti entre décembre et février, la présidence a finalement adopté ce document le 29 janvier, qui a été signé par les 14 chefs de parti avant d'être adopté par l'Assemblée parlementaire de Bosnie-Herzégovine.

32. L'adoption de ce document important permet à l'Union européenne de conclure sans plus tarder l'Accord de stabilisation et d'association et de lui donner effet. C'est là une étape décisive, mais l'Union européenne a clairement fait comprendre à la Bosnie-Herzégovine qu'elle devait produire des résultats concrets pour pouvoir prétendre au statut de pays candidat à l'adhésion.

33. Depuis son investiture, la présidence a effectué des visites officielles en Slovénie et en Croatie.

34. À sa séance du 11 février, la présidence a décidé que l'exportation d'armes à destination de l'Ukraine ne servait pas les intérêts de l'État en matière de politique étrangère.

Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine

35. Le Conseil des ministres sortant a continué de se réunir régulièrement dans le cadre de son mandat technique jusqu'à la fin du mois de mars. Durant la période considérée, il a tenu 20 séances au total, consacrées essentiellement à des questions techniques et à des questions relatives à l'Union européenne. Il a notamment adopté plusieurs accords financiers et décisions sur le financement temporaire des institutions de la Bosnie-Herzégovine pour les périodes allant de janvier à mars et d'avril à juin 2015, ainsi que le rapport du Conseil des ministres sur les travaux menés en 2014 et un programme national de réformes économiques pour 2015.

36. Après avoir confirmé la nomination du nouveau Président du Conseil des ministres le 11 février³, la Chambre des représentants de la Bosnie-Herzégovine a fini par confirmer la composition du nouveau Conseil des ministres le 31 mars. Ce retard s'explique par la volonté d'établir un lien politique avec la formation du gouvernement de la Fédération, même si aucun motif juridique ou politique ne le justifiait.

37. Dans l'intervalle, le nouveau Conseil des ministres a tenu trois séances. Ses priorités les plus pressantes étaient notamment d'adopter un budget de l'État pour 2015, d'accélérer la mise en place des conditions nécessaires pour que le pays avance sur la voie de l'intégration euro-atlantique et de stimuler la croissance économique.

Assemblée parlementaire de Bosnie-Herzégovine

38. La Chambre des représentants de Bosnie-Herzégovine est entrée en fonctions le 9 décembre 2014, lors de la nomination de son président et de ses députés⁴. La constitution des organes de travail a été menée à bien le 29 décembre. Depuis, la Chambre des représentants a tenu 10 séances ordinaires et 3 séances d'urgence.

39. La session inaugurale de la Chambre des peuples s'est ouverte le 29 janvier 2015. La Chambre a enfin réussi à nommer ses dirigeants le 16 février⁵, avant de constituer ses organes de travail le 26 février. Durant la période considérée, elle a tenu trois séances ordinaires et deux séances d'urgence.

40. La nomination des commissions de travail interparlementaires a été menée à bien le 30 mars, à l'exception de la Commission mixte de contrôle des services de renseignement et de sécurité. Comme on l'a vu plus haut, la composition de cette commission est contestée et il faut absolument qu'elle soit constituée conformément aux lois applicables.

³ Président du Conseil des ministres : Denis Zvizdic (SDA/Bosniaque).

⁴ Président : Sefik Dzaferovic (SDA/Bosniaque), Vice-Présidents : Borjana Kristo (HDZ Bosnie-Herzégovine/Croate) et Mladen Bosic (SDS/Serbe).

⁵ Président : Barisa Colak (HDZ Bosnie-Herzégovine/Croate), Vice-Présidents : Ognjen Tadic (SDS/Serbe) et Sakib Softic (SDA/Bosniaque).

41. L'événement le plus marquant de la période considérée est l'entérinement par l'Assemblée parlementaire, le 23 février 2015, de l'engagement écrit d'entreprendre des réformes dans le cadre du processus d'adhésion à l'Union européenne.

42. Autre fait positif, le Parlement a adopté des amendements à la loi sur les mesures relatives à l'investissement direct étranger. Il a aussi modifié le Code pénal de la Bosnie-Herzégovine pour le mettre en conformité avec les normes internationales sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, comme l'exige le Comité d'experts sur l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (MONEYVAL) du Conseil de l'Europe, mais l'amendement adopté a été jugé insuffisant. Ces deux séries d'amendements sont les seules dispositions législatives adoptées jusqu'à présent par la nouvelle Assemblée parlementaire.

43. Le bref boycottage de la Chambre des peuples et l'habitude qu'ont prise les députés du Parti social démocrate indépendant de quitter la salle en pleine séance de la Chambre des représentants ont été abordés ailleurs dans le présent rapport. Il convient de noter que, bien qu'ils aient à maintes reprises quitté la Chambre des représentants réunie en séance plénière, les députés en question ont continué de participer régulièrement aux travaux des organes de travail parlementaires.

Différend concernant Sutorina

44. Les événements ont pris un tour inattendu le 15 janvier, lorsque la Chambre des représentants de Bosnie-Herzégovine a tenu un débat sur une résolution présentée par un membre du Parti social démocrate qui demandait au Parlement de rejeter un projet d'accord frontalier entre la Bosnie-Herzégovine et le Monténégro. La résolution concerne Sutorina, petite région côtière du Monténégro qui, de l'avis de certains députés de Bosnie-Herzégovine, devrait appartenir à la Bosnie-Herzégovine. La Chambre des représentants a décidé de tenir un débat public ouvert (le 24 février) et un débat de juristes à huis clos (le 9 avril) avant de passer au vote. Le Monténégro a manifesté une vive opposition. Les deux pays entretenant par ailleurs d'excellentes relations, j'espère qu'ils ratifieront sans plus tarder un accord frontalier, ce qui aurait sans aucun doute un effet positif sur l'ensemble de la région.

IV. Fédération de Bosnie-Herzégovine

Désignation des autorités de la Fédération

45. La Chambre des représentants de la Fédération a tenu sa séance inaugurale le 2 décembre⁶.

46. Le 15 janvier, à l'issue du second tour de scrutin organisé pour élire ses représentants, la Chambre des peuples de la Fédération a tenu sa séance inaugurale, au cours de laquelle elle a confirmé les mandats de 54 représentants. Quatre sièges sont restés vacants, car il n'a été possible d'élire que 13 membres des assemblées cantonales au groupe parlementaire serbe sur les 17 sièges à pourvoir. Un nouvel arrangement doit être trouvé pour faire en sorte que tous les sièges de la Chambre des peuples de la Fédération soient pourvus. En outre, le deuxième vice-président,

⁶ Edin Music (SDA) a été élu Président, et Mladen Boskovic (HDZ Bosnie-Herzégovine) et Sasa Mitrovic (Front démocratique) Vice-Présidents.

qui doit être serbe, n'a pas été désigné, le groupe serbe n'ayant pas réussi à se mettre d'accord sur un candidat.

47. Le 9 février, le Parlement de la Fédération a élu son Président et ses deux Vice-Présidents⁷. Je tiens à féliciter le Parti social démocrate d'opposition pour le rôle constructif qu'il a joué lors de la procédure de présentation des candidatures et qui a permis de procéder à l'élection des membres de la présidence de la Fédération.

48. En raison de différends, parfois graves, qui opposent depuis longtemps les partis en ce qui concerne la répartition des postes ministériels, et malgré la signature, le 19 novembre, d'un accord de coalition entre le Parti d'action démocratique, le Front démocratique et l'Union démocratique croate de Bosnie-Herzégovine, le nouveau gouvernement de la Fédération n'a été élu que le 31 mars. La première tentative de formation d'un gouvernement a échoué de manière embarrassante le 19 mars, les quotas ethniques fixés par la Constitution de la Fédération n'ayant pas été respectés. Le nouveau Premier Ministre est issu des milieux d'affaires, fait dont il convient de se réjouir et qui, j'espère, se traduira par la prise de mesures efficaces visant à stimuler la croissance économique⁸.

49. Durant la période qui a précédé la nomination du nouveau gouvernement de la Fédération, un différend a opposé le gouvernement sortant au Président de la Fédération nouvellement élu. Après que le gouvernement sortant a approuvé le plan de privatisation de l'Office de privatisation de la Fédération pour 2015, le Président a donné pour instruction à tous les responsables au sein du gouvernement et des autres organes de l'exécutif de ne prendre aucune décision qui n'était pas indispensable au fonctionnement de l'office. Cette instruction précisait qu'elle s'appliquait en particulier aux décisions relatives au recrutement. Le Premier Ministre sortant a répondu officiellement par écrit qu'il ne faisait absolument aucun doute que le Président n'avait pas le droit de suspendre des activités qui, aux termes de la Constitution et des lois applicables, relevaient du gouvernement ou de tout autre organe exécutif. Un nouveau gouvernement ayant été désigné, ce différend n'a plus aucune incidence sur les affaires courantes.

Les effectifs de la Cour constitutionnelle de la Fédération sont au complet

50. Le 31 mars, la formation chargée de statuer sur les questions d'intérêt vital de la Cour constitutionnelle de la Fédération a rejeté, au motif qu'elle était infondée, une demande par laquelle le groupe bosniaque à la Chambre des peuples de la Fédération contestait la nomination à la Cour de l'un des juges bosniaques, réglant ainsi la question du dernier poste vacant à la Cour. La Cour constitutionnelle de la Fédération est donc au complet pour la première fois depuis la fin de 2008, ce qui met fin aux efforts de longue haleine déployés par mon bureau pour lui permettre d'être pleinement opérationnel.

⁷ Président de la Fédération : Marinko Cavara (Croate/HDZ Bosnie-Herzégovine), Vice-Présidents : Melika Mahmutbegovic (Bosniaque/SDA) et Milan Dunovic (Serbe/Front démocratique).

⁸ Le nouveau Premier Ministre est Fadil Novalić (SDA), auquel se sont joints la Vice-Premier Ministre et Ministre des finances, Jelka Miličević (HDZ Bosnie-Herzégovine), le Vice-Premier Ministre et Ministre du commerce, Aleksandar Remetić (Front démocratique), et 14 autres ministres.

Mostar

51. Les partis politiques ayant concentré leurs efforts sur la formation du gouvernement, aucun débat sérieux n'a eu lieu au cours de la période considérée en vue de la mise en œuvre de l'arrêt de la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine sur le système électoral à Mostar. Par conséquent, les habitants de la ville continuent d'être privés de leur droit fondamental d'élire leurs représentants locaux, le Conseil municipal ne fonctionne pas et le maire continue d'expédier les affaires courantes.

52. Le 30 janvier, le Parlement de la Fédération a adopté des dispositions portant modification de la loi sur les budgets de la Fédération qui, en l'absence de conseil municipal opérationnel, ont permis au maire de la ville de prendre, avec l'accord du Directeur des finances, des décisions sur un financement temporaire pour le premier trimestre de 2015 et un budget pour l'année. Au moment de l'établissement du présent rapport, aucun budget n'avait encore été adopté pour 2015.

V. Republika Srpska

53. Le Président de la Republika Srpska, Milorad Dodik, s'est rendu au Mémorial de Potocari, à Srebrenica, le 16 avril, où il a déposé une gerbe de fleurs en l'honneur des victimes. Sa visite marque une étape encourageante dans le processus de réconciliation en cours. Répondant aux questions des journalistes devant cet édifice, il s'est gardé de nier à nouveau l'existence d'un génocide à Srebrenica. Il a reconnu au contraire que des crimes avaient été commis et affirmé qu'il déplorait toutes les victimes, mais qu'il fallait aussi admettre que ces événements étaient largement politisés.

54. Le 27 décembre, la Republika Srpska a été la première entité de la Bosnie-Herzégovine à élire un nouveau gouvernement à l'issue des élections d'octobre. La coalition au pouvoir (Parti social démocrate indépendant, Alliance populaire démocratique et Parti socialiste) a recueilli une légère majorité (44 des 83 représentants). Le Premier Ministre sortant, Zeljka Cvijanovic, a été réélu pour quatre ans.

55. Compte tenu des résultats très serrés, la lutte pour obtenir la majorité a soulevé une controverse et suscité des inquiétudes au sujet de l'intégrité du processus démocratique quand a été diffusé un enregistrement qui laissait entendre que deux représentants étaient rétribués pour changer de parti et soutenir le gouvernement nouvellement élu. La controverse s'est intensifiée et a soulevé des interrogations quant à l'indépendance des médias lorsqu'une enquête a été ouverte sur le service d'information ayant diffusé l'enregistrement sur Internet.

56. Dès son entrée en fonctions, le gouvernement de la Republika Srpska a donné la priorité aux questions économiques. En vue de remédier aux difficultés financières et de stimuler la croissance, l'Assemblée nationale de la Republika Srpska a adopté en première lecture, le 6 mars, un premier ensemble de réformes législatives destinées à améliorer la compétitivité des entreprises grâce à des exonérations fiscales, qui prévoit notamment une réduction des cotisations sociales, une baisse des impôts sur les biens de production, la suppression de l'impôt sur les dividendes et la fixation de limites pour les dépenses publiques. Le 9 avril, le gouvernement de la Republika Srpska a adopté une deuxième série de réformes

législatives visant à doter les forces de l'ordre de davantage de moyens pour lutter contre l'économie souterraine.

57. Une mesure moins positive concerne l'adoption par l'Assemblée nationale de la Republika Srpska, le 5 février, de la loi sur le maintien de l'ordre, qui définit Internet et les réseaux sociaux comme des espaces publics, soumis en tant que tels à ses dispositions. Les dispositions applicables en l'espèce étant ambiguës, les forces de l'ordre peuvent les interpréter arbitrairement lors de poursuites engagées pour atteinte à l'ordre public du fait d'activités en ligne.

Non-coopération avec le Haut-Représentant

58. Les autorités de la Republika Srpska ont continué à refuser au Haut-Représentant l'accès aux éléments d'information et aux documents officiels dont il a besoin pour s'acquitter de son mandat. Aux termes de l'annexe 10 de l'Accord-cadre général pour la paix, toutes les autorités de la Bosnie-Herzégovine sont tenues de coopérer sans réserve avec le Haut-Représentant ainsi qu'avec les organisations et organismes internationaux, comme le prévoit l'article IX dudit accord-cadre. Depuis 2007, le gouvernement de la Republika Srpska refuse systématiquement de fournir les éléments d'information et documents demandés par le Bureau du Haut-Représentant. Les appels répétés lancés aux autorités par le Conseil de mise en œuvre de la paix, qui les rappelaient à leur obligation de veiller à ce que le Haut-Représentant ait accès à tous les documents en temps utile, sont restés sans effet. En agissant de la sorte, les autorités de la Republika Srpska contredisent les assurances qu'elles donnent fréquemment de leur strict respect de l'Accord de paix de Dayton.

VI. Renforcement de la primauté du droit

59. La loi sur les juridictions de la Republika Srpska continue de contrevenir à la loi de l'État sur le Conseil supérieur de la magistrature de Bosnie-Herzégovine en ce qu'elle réglemente des questions qui relèvent de la compétence de l'État et porte atteinte à l'indépendance du pouvoir judiciaire. Étant donné que la loi de l'État est née d'un accord de transfert signé conformément à la Constitution de la Bosnie-Herzégovine par les gouvernements de l'État, de la Fédération de Bosnie-Herzégovine et de la Republika Srpska, la loi de la Republika Srpska est contraire à ces instruments. La Republika Srpska a adopté la loi actuellement en vigueur en 2011 et, à l'issue de négociations visant à aligner cette loi sur la législation de l'État, le gouvernement a finalement présenté des amendements en 2013, qui n'ont toutefois pas été examinés par le Parlement.

60. Au cours de la période considérée, les autorités de la Republika Srpska ont à maintes reprises enfreint la loi de l'État sur le Conseil supérieur de la magistrature de Bosnie-Herzégovine et porté atteinte aux prérogatives du Conseil en ne lui demandant pas son avis sur les projets de règlement susceptibles d'avoir des incidences sur le pouvoir judiciaire alors même que la loi le déclare compétent pour donner de tels avis.

61. Le fait que les autorités à différents niveaux continuent de ne pas appliquer de nombreuses décisions de la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine demeure très préoccupant et témoigne de l'absence générale de progrès en ce qui concerne le renforcement de la primauté du droit dans le pays.

Lutte contre la corruption

62. Durant la période considérée, la Bosnie-Herzégovine s'est heurtée à de nouveaux obstacles dans sa lutte contre la corruption. En particulier, l'application de la loi portant création d'une section spéciale chargée de la corruption au sein du parquet, adoptée par la Fédération en juillet 2014, a été retardée. La loi est officiellement en vigueur mais ne peut pas être appliquée, les conditions préalables n'ayant pas été remplies faute de crédits.

63. Il convient aussi de noter que la déclaration que l'ancien Directeur de l'Autorité chargée de la fiscalité indirecte, arrêté avec une trentaine de douaniers pour crime organisé, forfaiture et blanchiment d'argent, a faite au parquet de Bosnie-Herzégovine est maintenant disponible sur Internet. Bien qu'elle contienne des informations détaillées sur les actes de corruption auxquels se seraient livrées de nombreuses personnalités politiques de premier plan, elle n'a guère suscité de réaction dans l'opinion publique, ce qui est étonnant.

Stratégie de réforme du secteur de la justice

64. Une nouvelle stratégie de réforme du secteur de la justice a été élaborée pour la période 2014-2018, qui doit remplacer la précédente, arrivée à son terme à la fin de 2013. À l'issue de négociations entre les différents organes exécutifs, y compris de négociations supplémentaires visant à répondre aux demandes de plus en plus nombreuses de la Republika Srpska, la stratégie a été adoptée par le district de Brcko et la Fédération, mais pas par la Republika Srpska, ce qui empêche le Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine de l'entériner. Les conséquences négatives se sont déjà fait sentir, l'Union européenne ayant subordonné le maintien de l'aide financière allouée à la poursuite des auteurs de crimes de guerre, et notamment le financement des traitements de certains magistrats du parquet, à l'adoption de la stratégie.

Poursuites engagées contre les auteurs de crimes de guerre

65. Le Conseil de surveillance de la mise en œuvre de la Stratégie de poursuite des crimes de guerre continue de se réunir régulièrement, mais a fait observer qu'il faudra peut-être demander officiellement aux autorités de la Fédération de désigner de nouveaux représentants, ceux du gouvernement de la Fédération étant continuellement absents de ses réunions. On en arrive à se demander si les autorités de la Fédération sont réellement déterminées à poursuivre les auteurs de crimes de guerre.

VII. Sécurité publique et maintien de l'ordre

66. Les pressions politiques qui s'exercent sur le fonctionnement de la police ont continué de représenter un grave problème. Elles consistent en particulier à retarder la nomination des directeurs de la police et la constitution de comités de sélection indépendants. Le Directeur de l'administration de la police de la Fédération n'a pas encore été nommé, un différend sur la validité d'une procédure de sélection antérieure n'ayant pas encore été réglé. De même, la nomination d'un nouveau commissaire de police dans le canton 10 n'a pas encore eu lieu, bien que le mandat du commissaire sortant ait pris fin en décembre 2014. Le canton de l'Herzégovine de l'Ouest n'a pas non plus sélectionné de commissaire de police à la suite de la

nomination du précédent commissaire au poste de directeur de la police des frontières en avril 2014. La nomination des membres du comité indépendant du canton de Posavina est reportée depuis mars 2011, et des retards sont également enregistrés dans les cantons de Tuzla, du Podrinje bosnien et de Zenica, où les mandats des comités sont venus à expiration au milieu de l'année 2014. Par ailleurs, le 5 mars, le Directeur de l'Agence d'investigation et de protection de l'État a été reconnu coupable, en première instance, de négligence dans l'exercice de ses fonctions, l'Agence n'étant pas intervenue lors des manifestations de février 2014.

67. Le Bureau du Haut-Représentant continue de suivre de près les modifications apportées à la législation sur la police et à en favoriser l'harmonisation à tous les échelons dans le pays. Il a collaboré activement avec les acteurs locaux dans les cantons de Sarajevo, du Podrinje bosnien et d'Una-Sana ainsi que dans le district de Brcko à l'actualisation de la législation sur la police. La nouvelle législation restreignait l'exercice d'une influence politique induite sur le fonctionnement de la police en garantissant l'indépendance de celle-ci sur les plans juridique et budgétaire.

VIII. Économie

Indicateurs économiques

68. L'économie a moins souffert des conséquences des inondations de mai 2014 que prévu au départ et le pays a terminé l'année avec une croissance de 0,7 %. Par rapport à 2013, les indicateurs clefs de 2014 font apparaître une augmentation des exportations (3,6 %), des importations (6,8 %) et des investissements étrangers directs au cours des neuf premiers mois (7,9 % par rapport à la même période de 2013); un taux annuel de déflation de 0,9 %; et une stagnation de la production industrielle. En 2014, la Bosnie-Herzégovine a perçu 3,128 milliards d'euros au titre des impôts indirects, ce qui représente le montant le plus important perçu à ce jour et témoigne une fois encore du succès de l'Autorité chargée de la fiscalité indirecte créée sous l'égide du Bureau du Haut-Représentant dans le cadre de la réforme globale de la fiscalité indirecte mise en œuvre durant la période 2003-2006. Les tendances positives observées dans le commerce extérieur et la perception d'impôts indirects se sont poursuivies en 2015 et les projections de croissance des institutions financières internationales pour l'année sont elles aussi positives.

69. Le chômage est resté élevé avec un taux de chômage officiel d'environ 44 %, les jeunes représentant à peu près 60 % du nombre total de demandeurs d'emploi. Avec un salaire net moyen de 431 euros en décembre, même ceux qui bénéficient d'un revenu régulier ont du mal à s'en sortir. Chômage élevé et faibles revenus expliquent pour une large part l'exode des cerveaux, qui a déjà atteint un niveau alarmant. Dans ses rapports mondiaux sur la compétitivité, le Forum économique mondial estime que la capacité du pays à retenir ses talents est parmi les plus faibles du monde. Pour ce qui est de la fuite des cerveaux, la Bosnie-Herzégovine se classait 126^e sur 142 pays en 2011/12, 140^e sur 144 pays en 2012/13 et 143^e sur 148 pays en 2013/14.

70. Les retraités font partie des secteurs les plus vulnérables de la population. En décembre, la pension moyenne versée en Bosnie-Herzégovine s'élevait à 180 euros, avec un minimum vieillesse de 88 euros en Republika Srpska et de 167 euros dans la Fédération. L'augmentation constante du nombre de retraités est particulièrement

inquiétante, car elle n'est compensée par aucune augmentation correspondante du nombre d'actifs susceptibles de contribuer au financement des pensions. En Republika Srpska, le nombre de retraités a déjà dépassé celui des actifs. Dans la Fédération, le nombre d'actifs est à peine supérieur à celui des retraités. Qui plus est, le faible taux de collecte des cotisations versées par les employeurs est un autre problème qui menace la viabilité des régimes de retraite des entités.

71. Les notations de la Bosnie-Herzégovine en matière de crédit et d'activité économique ne sont pas franchement bonnes. Le 13 mars, l'agence Standard & Poor's a confirmé sa note de crédit BB assortie d'une perspective stable, se fondant sur l'espoir que le pays continuerait de recevoir une aide internationale importante pour compenser les faiblesses et les risques constatés. Dans le classement de l'indice de liberté économique publié en 2015 par la Heritage Foundation, la Bosnie-Herzégovine est 97^e sur 178 pays et 38^e sur 43 pays d'Europe, avec un score inférieur aux moyennes mondiale et régionale. Dans son rapport « Doing Business » de 2015, la Banque mondiale classe l'économie de la Bosnie-Herzégovine au cent-septième rang sur 189 pays pour ce qui est de la « facilité à faire des affaires », soit au dernier rang des pays européens. Dans le *Rapport sur le développement humain 2014* publié par le Programme des Nations Unies pour le développement, la Bosnie-Herzégovine se classe 86^e sur 187 pays, et selon l'Indice de perception de la corruption 2014 établi par Transparency International, elle occupe le quatre-vingtième rang parmi 175 pays.

Questions budgétaires

72. En 2014, le financement des institutions de l'État est resté stable, mais on relève de nombreux exemples où leur fonctionnement a été perturbé par le maintien des budgets au même niveau depuis trois ans. Les institutions les plus touchées sont le Ministère de la défense et les forces armées de Bosnie-Herzégovine. Au moment de l'établissement du présent rapport, le budget de l'État pour 2015 n'est toujours pas adopté. De ce fait, le fonctionnement des institutions de l'État continue d'être financé sur une base temporaire. Si ces institutions peuvent ainsi continuer de fonctionner, cette pratique limite le champ de leurs activités et leur capacité de mettre en œuvre le programme de réformes.

73. Les deux entités ont quant à elles connu des difficultés budgétaires au dernier trimestre de 2014 du fait de l'absence des décaissements du FMI et de la Banque mondiale en raison de leur non-respect des engagements pris dans l'Accord de confirmation du FMI. Mais la stabilité des recettes fiscales indirectes et le recours à l'emprunt à l'échelon national par le biais d'émissions de titres d'État sont venus atténuer ces difficultés.

74. Fait positif, les deux entités ont adopté des budgets pour 2015. La Republika Srpska a adopté le sien le 28 décembre, avant la date limite légale, faisant de cette entité le premier niveau de gouvernement dans le pays à adopter un budget pour 2015, qui s'élève à 1,039 milliard d'euros – en baisse de 5,7 % par rapport à son budget rééquilibré de 2014. La Fédération, quant à elle, a adopté son budget pour 2015 le 31 mars, immédiatement après la désignation d'un nouveau gouvernement et le jour même où la période de financement temporaire de trois mois venait à échéance. Le budget de la Fédération se monte à 1,193 milliard d'euros – en baisse de 6 % par rapport au budget de 2014. Les budgets des deux entités s'appuient fortement sur l'emprunt aux niveaux national et international (pour un montant de

189,1 millions d'euros en Republika Srpska et de 349,7 millions d'euros dans la Fédération). Cette situation difficile fait ressortir la nécessité de relancer les négociations avec les institutions financières internationales, à commencer par le FMI, en vue de conclure un nouvel accord financier, ou de trouver d'autres sources de financement qui risquent d'être difficiles à obtenir ou beaucoup moins intéressantes.

75. La situation financière est particulièrement précaire au niveau des cantons de la Fédération et continue de poser un risque pour la stabilité sociale. Elle est principalement due à des problèmes de dépenses hérités du passé qui n'ont pas été réglés et à l'absence de volonté de mener à bien des réformes structurelles. Elle résulte aussi de la baisse des recettes fiscales indirectes causée par l'alourdissement du service de la dette extérieure de la Fédération. Aucun des 10 cantons n'est parvenu à adopter son budget pour 2015 avant la fin de 2014, ce qui les a contraints à recourir à des financements temporaires pour pouvoir continuer à couvrir leurs dépenses budgétaires. Tous les cantons ont maintenant adopté leur budget pour 2015. Les problèmes budgétaires rencontrés par les cantons ont suscité des initiatives visant à réformer le système d'allocation des recettes fiscales indirectes à l'intérieur de la Fédération. D'autres propositions tendent à réformer le système du service de la dette extérieure. Ces initiatives sont une source potentielle de tensions politiques et sociales et de dégradation des relations intercantionales à l'intérieur de la Fédération. Elles doivent retenir l'attention car les cantons revêtent une importance cruciale pour la stabilité financière et sociale de la Fédération et de l'État. Les 10 cantons font vivre à eux tous environ 50 000 employés du secteur public.

Obligations internationales

76. Le 15 janvier, les transporteurs routiers internationaux de la Republika Srpska ont bloqué plusieurs points de passage de la frontière de Bosnie-Herzégovine pour protester contre la mise en application du Manuel sur les critères à appliquer pour la délivrance des permis et des cartes de chauffeur, adopté en octobre 2014 par le Ministre des transports et des communications de Bosnie-Herzégovine. Ce manuel, qui visait à mettre en application la loi relative aux transports routiers internationaux et interentités déjà en vigueur depuis 13 ans, avait fixé au 31 décembre 2014 la date limite de validité des permis délivrés par les entités et le district de Brcko pour l'exercice d'activités de transport routier international et confiait l'exclusivité de leur délivrance au Ministère des transports et des communications de Bosnie-Herzégovine à compter du 1^{er} janvier 2015. À la suite de l'intervention du Premier Ministre de la Republika Srpska, le Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine a prorogé jusqu'au 15 avril 2015 la validité des permis délivrés par les autorités des entités et du district de Brcko. Cette échéance a ensuite été ultérieurement prorogée pour une nouvelle période de six mois, jusqu'au 15 octobre 2015. La résistance tenace à toute tentative des institutions de l'État visant à délivrer des permis pour mener des activités de transport routier international conformément à la législation en vigueur constitue un défi à l'exercice effectif des compétences de l'État en la matière.

77. À la suite de la réunion du Conseil des ministres de la Communauté de l'énergie du 23 septembre, au cours de laquelle le Conseil a déclaré que la Bosnie-Herzégovine manquait systématiquement aux obligations qui lui incombaient dans le secteur gazier et rappelé qu'elle pourrait faire l'objet de sanctions si des progrès n'étaient pas réalisés d'ici à sa prochaine réunion en 2015, le secrétariat de la

Communauté de l'énergie a élaboré un projet de loi visant à réglementer le secteur gazier en Bosnie-Herzégovine, lequel devrait aider les autorités à remédier à ce problème. Au moment de l'établissement du présent rapport, aucun débat n'avait été engagé sur le projet de loi ni sur toute autre proposition visant à amener le pays à s'acquitter de ses obligations. La prochaine réunion du Conseil des ministres de la Communauté de l'énergie est prévue pour le 16 octobre. Jusqu'à présent, les représentants de la Republika Srpska dans les institutions de l'État n'ont cessé de s'opposer à la réglementation de certains éléments du secteur gazier au niveau de l'État et à la mise en place d'un office de contrôle, considérant qu'il s'agissait là d'un élargissement de la compétence de l'État.

78. L'évolution de la situation dans le secteur de l'électricité est plus encourageante. La Bosnie-Herzégovine a respecté les obligations que lui impose le Traité instituant la Communauté de l'énergie et a complètement ouvert son marché de l'électricité le 1^{er} janvier. Tous les clients, y compris les ménages, ont désormais officiellement le droit de choisir leurs fournisseurs, et ceux-ci ont le droit de servir n'importe quel client. On relèvera également que la Commission nationale de réglementation de l'électricité a adopté, le 20 novembre, le plan de développement à long terme pour la période 2014-2023 du réseau de transport de l'entreprise publique de transport d'électricité. Ce plan prévoit un investissement de 401 millions d'euros dans le réseau de transport électrique sur une période de 10 ans.

79. Le 13 novembre, l'Agence des services de navigation aérienne de Bosnie-Herzégovine a commencé à opérer dans l'espace aérien compris entre 10 000 et 32 500 pieds. Sous réserve du consentement d'EUROCONTROL, l'espace aérien compris entre 32 500 et 66 000 pieds devrait être placé sous le contrôle de la Bosnie-Herzégovine d'ici à la fin de 2015.

80. Au cours de la période considérée, le non-respect des obligations internationales de la Bosnie-Herzégovine concernant le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme a continué de poser un problème dont les conséquences pourraient être fâcheuses. En décembre 2014, le Comité d'experts sur l'évaluation des mesures de lutte dans ce domaine (Comité Moneyval) a diffusé une déclaration publique révisée au titre de l'étape 3 de ses Procédures de conformité renforcée pressant la Bosnie-Herzégovine de remédier aux lacunes qui subsistent dans la législation régissant la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme en adoptant les amendements nécessaires à son code pénal avant la 47^e séance plénière du Comité Moneyval en avril 2015. Au début du mois de mars 2015, l'Assemblée parlementaire de Bosnie-Herzégovine a adopté un amendement relatif au financement d'activités terroristes. Toutefois, d'autres amendements importants, que la Chambre des peuples a rejetés à la fin mars 2015 car ils n'avaient pas recueilli le soutien des représentants de la Republika Srpska, restent à adopter pour réviser le Code pénal dans ce domaine. Jugeant ces progrès insuffisants, le Comité Moneyval a décidé, le 14 avril, d'invoquer l'étape 4 de ses Procédures de conformité renforcée et de soumettre le cas de la Bosnie-Herzégovine au Groupe d'examen de la coopération internationale du Groupe d'action financière. Le Comité Moneyval a également mis à jour sa déclaration publique dans laquelle il « continue d'inviter les États et territoires [qu'il évalue...] et d'autres pays à conseiller à leurs institutions financières d'être particulièrement attentives, en appliquant des mesures de vigilance renforcée en ce qui concerne les transactions avec des personnes physiques et des institutions financières en Bosnie-Herzégovine

ou en provenance de ce pays, afin de prévenir les risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ».

IX. Retour des réfugiés et des personnes déplacées

81. Le retour des réfugiés et des personnes déplacées dans les logements qu'ils occupaient avant la guerre reste un élément central de l'application intégrale de l'Accord-cadre général pour la paix, dont l'annexe 7 demande aux autorités de l'État et de ses entités constitutives de « créer sur leur territoire des conditions politiques, économiques et sociales favorables au rapatriement librement consenti et à la réintégration harmonieuse des réfugiés et des personnes déplacées, sans préférence pour un groupe particulier ».

82. Si la fourniture d'un logement décent aux personnes déplacées reste une tâche essentielle, la création de conditions favorables à un retour durable est une question tout aussi importante qui appelle l'application intégrale de la Stratégie de retour adoptée par les autorités en 2012. À cet égard, je reste particulièrement préoccupé par les difficultés qui subsistent dans le secteur de l'éducation pour certaines communautés de rapatriés. Les autorités nouvellement élues devront s'attaquer à ce problème.

83. Vingt ans après la signature de l'Accord de paix, la question des crimes de guerre continue de diviser les communautés locales, signe qu'il reste encore à faire pour veiller à ce que justice soit rendue et progresser sur la voie de la réconciliation, prélude à la réunification des communautés. Un exemple en a été donné le 8 mars lorsque l'arrestation de huit personnes accusées d'avoir procédé à des exécutions collectives à Kravica (Bratunac) a suscité sur place des réactions opposées au sein de la population, les Bosniaques saluant les arrestations et quelques Serbes protestant contre elles.

84. Les rapatriés venant de la Fédération de Bosnie-Herzégovine qui se sont réinstallés en Republika Srpska dans les municipalités de Bratunac, Zvornik, Visegrad, Srebrenica et Zepa ont mal accueilli la décision prise par le Gouvernement de la Fédération de Bosnie-Herzégovine le 8 octobre 2014 concernant leur accès aux soins médicaux dans la Fédération. Avant l'adoption de cette décision, les rapatriés en Republika Srpska avaient librement accès aux hôpitaux de la Fédération. Le 9 avril, le Gouvernement nouvellement élu de la Fédération a chargé les ministères compétents d'élaborer une décision qui aurait pour effet d'annuler la décision du 8 octobre.

X. Faits nouveaux concernant les médias

85. Les réformes visant à garantir l'indépendance des médias publics ainsi que leur coopération au sein d'un système unique continuent d'être bloquées par des dissensions politiques sur la nature des relations qui doivent unir les diffuseurs du service public et les différents niveaux de gouvernement. Le fait que, depuis plusieurs années, les trois diffuseurs du service public de Bosnie-Herzégovine n'ont pas réussi à créer un organe national de radio et télédiffusion comme le requiert la législation de l'État est particulièrement fâcheux. La création d'un tel organe permettrait d'utiliser plus efficacement les ressources et d'améliorer la coordination.

Ne pas l'avoir créé à temps risque maintenant d'empêcher la Bosnie-Herzégovine de tenir ses engagements internationaux en matière de radio et télédiffusion terrestre, dont le passage du mode analogique au mode numérique devrait avoir lieu au milieu de l'année.

86. L'arrivée à expiration le 26 avril des dispositions transitoires réglementant la perception des impôts destinés à financer les organes de diffusion publics menace également la viabilité financière du dispositif. L'Assemblée parlementaire de Bosnie-Herzégovine et le Conseil d'administration du Service public de radio et de télévision ne sont pas parvenus jusqu'à présent à définir et mettre en place un autre mécanisme, permanent et rentable, de collecte de la taxe audiovisuelle. Heureusement, les trois principaux opérateurs de télécommunication se sont mis d'accord pour conserver la méthode actuelle pendant quelques mois encore, avec l'espoir qu'en leur laissant assez de temps, les autorités compétentes pourront trouver une solution.

87. Le Conseil des ministres n'ayant toujours pas nommé un nouveau directeur à la tête de l'Office des communications de l'État chargé de réglementer et de superviser les médias électroniques publics et privés (télévision et radio) dans tout le pays a poussé le Conseil de cet organisme à nommer un directeur par intérim pour deux mois, en violation de la loi. Si le nouveau Directeur n'est pas nommé rapidement par le nouveau Conseil des ministres, le fonctionnement de cette importante institution sera compromis.

XI. Questions de défense

88. La destruction des stocks de munitions, d'armes et d'explosifs s'est accélérée en 2014 mais reste relativement lente. Même si le contrôle et la gestion de ces stocks par les autorités de Bosnie-Herzégovine se sont améliorés et si le soutien de la communauté internationale permettra de mettre en place un mécanisme plus efficace d'inspection des stocks de munitions présents en Bosnie-Herzégovine, le risque d'explosion accidentelle demeure en raison du vieillissement et des mauvaises conditions d'entreposage des munitions. Un accord sur les modalités de vente des excédents n'a toujours pas été trouvé.

XII. Force de maintien de la paix de l'Union européenne

89. La mission militaire de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine (EUFOR) continue de jouer un rôle important en appuyant les efforts que le pays déploie pour maintenir des conditions propices à la sécurité et à la sûreté. Elle aide ainsi mon bureau et d'autres organisations internationales à accomplir leurs mandats respectifs. Sa présence sur le terrain, assurée notamment par ses équipes de liaison et d'observation, reste un facteur important de stabilité et de sécurité.

XIII. Avenir du Bureau du Haut-Représentant

90. Le Comité directeur du Conseil de mise en œuvre de la paix s'est réuni à Sarajevo en décembre 2014, au niveau des directeurs politiques, pour exprimer sans équivoque son attachement à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de la Bosnie-

Herzégovine. Il a également réaffirmé la nécessité de réaliser les cinq objectifs et les deux conditions qui demeurent nécessaires pour la fermeture du Bureau du Haut-Représentant. Il doit tenir sa prochaine réunion en juin 2015.

91. Depuis le début de mon mandat en mars 2009, le budget du Bureau du Haut-Représentant a diminué de plus de 41 %, tandis que ses effectifs ont été réduits de plus de 51 %. Face à une telle contraction de ses moyens, il demeure essentiel que le Haut-Représentant dispose des ressources budgétaires et humaines nécessaires pour accomplir efficacement sa mission, ressources auxquelles il peut prétendre en vertu de l'annexe 10 de l'Accord de paix.

XIV. Présentation de rapports

92. Conformément à la proposition faite par mon prédécesseur qui prévoyait la présentation périodique de rapports en vue de leur transmission au Conseil de sécurité, comme celui-ci l'avait demandé dans sa résolution 1031 (1995), le présent document constitue mon treizième rapport périodique. Si le Secrétaire général ou un membre du Conseil de sécurité souhaitait à un moment quelconque un complément d'information, je me ferais un plaisir de lui présenter un compte rendu écrit supplémentaire. Je compte présenter mon prochain rapport au Secrétaire général en octobre 2015.
